

Foix, le 3 Juillet 2007. L'[ASPAP](#), Association pour la Sauvegarde du Patrimoine d'Ariège-Pyrénées, communique :

Par leurs propos publiés récemment dans le [Journal du Dimanche](#) et la Dépêche du Midi, les responsables de l'[Adet](#)* attaquent en termes injurieux les éleveurs Pyrénéens, déjà éprouvés par de très nombreuses attaques d'ours cette année, avant même la montée à l'estive. De quel droit, Messieurs, au nom de quelles (in)compétences osez-vous juger la qualité du travail des éleveurs, et prétendez-vous leur apprendre leur métier, issu d'un savoir-faire et de traditions séculaires ? Vous-mêmes, que faites-vous pour préserver et entretenir l'espace montagnard ? Une provocation inacceptable, de la part d'une association qui a imposé à notre massif des choix catastrophiques pour son avenir, et dont les Pyrénéens ne veulent pas.

Car la réalité urne a parlé, contredisant les sondages virtuels de l'ADET : par-delà les clivages politiques, tous les députés élus dans les Pyrénées sont des hommes et femmes qui ont clairement affirmé leur opposition aux introductions d'ours, et leur volonté de maintenir un pastoralisme vivant, support de biodiversité et d'emploi, garant d'espaces ouverts et accueillants pour tous les usagers de la montagne.

C'est ce modèle de développement durable que nous voulons défendre au Grenelle de l'Environnement. Les associations Pyrénéennes de sauvegarde du patrimoine pastoral, naturel et culturel, dont l'ASPAP, y travaillent activement, en concertation avec les conseils généraux et les chambres d'agriculture de toute la chaîne, sous l'égide de l'[ADDIP](#)**. Un travail de fond moins spectaculaire que nos actions de 2006, mais tout aussi essentiel et porteur d'avenir.

Citoyens, représentants et élus à tous les niveaux de responsabilité de notre pays doivent se poser la question de la légitimité de ces associations qui se revendiquent comme « écologistes » et font souvent preuve, on le voit aujourd'hui, d'une stupéfiante méconnaissance des équilibres naturels et agricoles des Pyrénées.

- Ils doivent vaincre l'opacité financière de certaines d'entre elles. Notamment l'[Association pour la Cohabitation Pastorale](#), très critique envers l'ASPAP, qui reçoit **204.000 € par an pour placer cinquante chiens patous** chez une vingtaine d'adhérents/éleveurs dont certains sont salariés ... de la même [ACP](#).
- Ils doivent s'attaquer à cette citadelle imprenable qu'est l'administration de l'écologie, dont le ministre [Christian Estrosi](#)*** dénonçait « *l'anormale proximité entre le ministère de l'Environnement et les milieux écologistes dont elle est en partie issue* ».
- Ils doivent arriver à ce que soit garantie la sécurité des personnes et des biens : est-t-il normal que l'attaque mortelle d'une [randonneuse en Roumanie](#) soit passée inaperçue ? En cas de drame en Pyrénées, qui serait responsable ? Les populations sont-elles suffisamment informées ?

L'avenir de nos territoires passe avant tout par les perspectives concrètes que nous saurons proposer. Gérard Onesta, vice-président « vert » du parlement européen, citait en exemple les [Monts Cantabriques](#), en Espagne. Cette région a fait le choix de la séparation claire des zones où vivent les hommes, de celles où l'ours est présent. Au bénéfice de tous. C'est précisément dans cette direction que travaille actuellement l'ASPAP, pour qui le cantonnement est la seule alternative pour empêcher les ours d'errer de l'Atlantique à la Méditerranée et de Bayonne à Toulouse, ce que les Pyrénéens n'accepteront jamais.

Nous demandons qu'une étude scientifique pluridisciplinaire soit réalisée sur ce thème, et propose une solution adaptable aux Pyrénées.

* [ADET](#) : Association qui défend l'introduction d'ours slovènes dans les Pyrénées.

** [ADDIP](#) : Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées

*** [commission d'enquête parlementaire](#) [Ndr : Roselyne Bachelot est elle même très critique [dans un ouvrage sorti fin 2006](#) dont nous pouvons lire des extraits.]

**** Subvention unique à l'ASPAP du conseil général de l'Ariège : 20.000 € en 2006, pour 1.000 adhérents.

Contact mail : [ASPAP](#)

Contact presse : Magali Boniface, 06 30 29 90 86.